

Anatomie du conflit centrafricain

Barwendé M. Sané, s.j.

Numéro 776, janvier–février 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/73342ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Sané, B. M. (2015). Anatomie du conflit centrafricain. *Relations*, (776), 9–9.



Anatomie du conflit centrafricain

BARWENDÉ M. SANÉ, S.J.

La crise que traverse la Centrafrique depuis mars 2013 n'est pas une guerre de religion entre chrétiens (80% de la population) et musulmans (10%), mais un conflit militaro-politique qui a eu des conséquences religieuses. Des milliers de civils sont morts dans les violences, près de 500 000 personnes ont été déplacées et 300 000 ont fui à l'étranger. L'exclusion sociale de certaines couches de la société, la discrimination des régions du nord du pays, la mauvaise gouvernance et la corruption sont à l'origine de cette crise. En réalité, la République centrafricaine (RCA), qui connaît des coups d'État à répétition, peine depuis plus d'une trentaine d'années à se doter d'un État stable avec des institutions et des politiques démocratiques.

Le 24 mars 2013, la rébellion Séléka (signifiant «alliance» en sango, la langue nationale centrafricaine), conduite par Michel Djotodia, renverse le gouvernement du président François Bozizé, lui-même arrivé au pouvoir par un coup d'État en 2003. Forte de cette victoire, la Séléka – composée principalement de musulmans venus du nord du pays, du Tchad et du Soudan – s'illustre par des violences atroces, des tueries généralisées, des incendies et des pillages de villages et d'églises. Les cibles ne sont plus le camp du président Bozizé, mais les populations de confession chrétienne en général – à laquelle il appartient – en veillant à épargner systématiquement les musulmans. Pour la Séléka, la victoire sur Bozizé a été celle de l'islam contre le monde chrétien et l'Occident.

Face à cette violence de la Séléka, des milices dénommées Anti-Balaka («Anti-machette» en sango) se forment. Initialement des groupes d'auto-défense constitués de membres de la communauté chrétienne, elles en viennent très vite à s'attaquer directement à la population musulmane en guise de vengeance, pour soi-disant protéger

les innocents chrétiens et sécuriser le pays. Ce tournant n'est pas étranger à l'influence grandissante d'anciens partisans de Bozizé au sein des Anti-Balaka.

Dans ce contexte de chaos et de quasi-absence d'autorité légitime reconnue, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine autorise le déploiement de la Mission internationale de soutien en République centrafricaine (MISCA). Cette mission est approuvée le 5 décembre 2013 par le Conseil de sécurité des Nations unies, qui autorise le déploiement de 6000 soldats de l'Union africaine ainsi que l'Opération Sangaris de l'armée fran-

Il est impératif que les Centrafricains prennent en main le destin de leur pays et qu'ils désamorcent le conflit religieux alimenté par les deux chefs d'État déchus à qui cela profite.

çaise avec ses 2000 soldats. Mais sur le plan politique, les désaccords entre le président Michel Djotodia et le premier ministre Nicolas Tiangaye ne permettent pas de donner l'impulsion nécessaire au processus de transition. Au sommet de N'Djamena au Tchad, le 10 janvier 2014, les chefs d'État de la sous-région contraignent Michel Djotodia et son gouvernement à démissionner. Le 20 janvier 2014, Catherine Samba-Panza est élue à la tête du gouvernement de transition, avec André Nzapayeke comme premier ministre. En dépit des efforts de la MISCA et de l'Opération Sangaris, la Séléka et les Anti-Balaka poursuivent les exactions à l'endroit des populations civiles. Sans action concrète et efficace accompagnant ses déclarations politiques, la présidente Catherine Samba-Panza règne au sommet d'un pays divisé, qu'elle gouverne difficilement. En effet, partagée entre une population lasse de souffrir, une classe politique qui tente de rassembler des factions pour apaiser les chefs de guerre et une

pression extérieure exercée par la France et les chefs d'État des pays voisins, elle ne semble pas contrôler grand-chose à Bangui. Après sept mois de transition, à la faveur d'un nouveau sommet à Brazzaville (République du Congo), le premier ministre André Nzapayeke démissionne et est remplacé par Mahamat Kamoun, qui nomme un nouveau gouvernement de transition.

Conformément à la Résolution 2149 du Conseil de sécurité des Nations unies, le 15 septembre 2014, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation de la Centrafrique (MINUSCA) entre officiellement en fonction, en remplacement de la MISCA. Ainsi donc, 12 000 casques bleus seront déployés en RCA au cours des mois à venir. Leurs missions: protéger les populations civiles, contribuer à la restauration de l'autorité de l'État et appuyer le processus démocratique.

En dépit de l'engagement des forces étrangères, il est impératif que les Centrafricains prennent en main le destin de leur pays par un sursaut national et qu'ils désamorcent le conflit religieux alimenté par les deux chefs d'État déchus à qui cela profite. Pour contribuer à la paix et à la réconciliation, les jésuites œuvrant dans le pays forment, depuis le mois de mars 2014, des «volontaires de la paix».

Il s'agit de favoriser le développement de comportements favorables à la paix et à un meilleur vivre-ensemble. Au programme, quatre modules sous forme d'ateliers s'enchaînent pour susciter le débat. Cette phase théorique de 12 heures est suivie d'une phase pratique, sur le terrain, et de campagnes de sensibilisation. Le rôle des volontaires de la paix consiste à aller vers les populations pour «désarmer» les cœurs et les esprits en vue d'une Centrafrique réconciliée avec elle-même. En date de septembre 2014, 247 volontaires de la paix ont déjà pu être formés. ●

L'auteur, jésuite, est aumônier au Centre catholique universitaire de Bangui, en République centrafricaine